

Réinventer le numérique - signez la tribune !



Le numérique est sur la sellette. Il soulève des questions de confiance et de libertés, de pouvoir politique et économique, d’empreinte écologique : *fake news*, marchandisation et exploitation abusive de nos données personnelles, consommation énergétique considérable, centralisation des pouvoirs par un petit nombre d’acteurs...

Pourtant, à ses débuts, le numérique était porteur de grandes promesses : réinventer la démocratie, partager les connaissances, émanciper les individus, moderniser l’économie et l’action publique.

Pourtant, nombre de ses acteurs sont restés fidèles à la vision d’origine. Mais quelque chose a dérapé.

A force de pointer les « impacts du numérique sur » (l’éducation, les territoires, le travail, les organisations, ...), nous avons intégré un « fatalisme numérique » : des pans entiers de la société cherchent comment s’adapter à cette révolution subie. Nous avons perdu de vue que la conception même des systèmes numériques était porteuse de choix, d’intentions.

Acteurs du numérique, chercheurs, responsables d’entreprises, d’associations, d’organisations publiques, nous pensons qu’il est temps de décrire à nouveau le numérique que nous voulons, pour pouvoir repartir dans le bon sens. “Réinitialiser le numérique”, pour le rendre plus sobre, plus humain et plus propice à l’innovation.

En un mot, d’appuyer sur le bouton « RESET ». C’est ce que nous proposons d’engager dès aujourd’hui.

Pourquoi maintenant ? Parce que le numérique est à un moment particulier de son histoire : il est devenu l’affaire de toute la société, mettant sous tension la politique, l’économie, nos vies quotidiennes, nos territoires. Il y a certes longtemps que les technologies d’information soulèvent de tels enjeux. Mais ce qui est nouveau, c’est que ces outils sont désormais aux mains du très grand nombre et que, simultanément, des géants concentrent, à un niveau sans précédent, une part déterminante des ressources, des données, des revenus et des pouvoirs. Mais aussi parce que le numérique d’aujourd’hui n’est pas adapté au monde qui vient. Oui, le numérique peut contribuer à changer le monde, mais entendons-nous sur le sens des changements que nous voulons. Nous avons la certitude des incertitudes : les équilibres mondiaux vacillent, les menaces se multiplient. Le numérique qui nous est proposé est trop souvent celui d’une technique aveugle qui aurait réponse à tout. Est-il si robuste et inattaquable ? Prend-il assez en compte l’investissement humain, les talents et les compétences ? Est-il encore ouvert et propice à l’innovation, à la transformation ? Est-il assez sobre, assez réparable, assez résilient pour les temps de crise ? En avons-nous, collectivement, la maîtrise nécessaire ? Il est temps d’œuvrer à un numérique dont nous serions les acteurs et qui répondrait aux grands enjeux de notre monde commun.

Quel numérique voulons-nous ? Quel numérique allons-nous léguer aux générations futures ? Le numérique que nous développons est-il à la hauteur des enjeux contemporains ?

Les leviers d’action existent et ils sont nombreux. Il faut bien sûr parler de gouvernance et de régulation ; mais il ne suffit pas de réguler le numérique tel qu’il est. Cette vision n’est pas mobilisatrice, elle n’est pas émancipatrice, elle condamne la majeure partie de la société à l’inertie.

Au-delà d’une action législative comme l’a fait l’Europe avec le RGPD, au-delà des actions juridiques qui peuvent être menées pour lutter contre les positions dominantes et pour l’équité fiscale, il est possible et nécessaire d’agir concrètement, à toutes sortes de niveaux : sur les architectures technologiques, sur les objets et les services numériques, sur les interfaces, sur la formation des professionnels comme des utilisateurs, sur l’intelligibilité des processus de décision (les fameux « algorithmes »), sur le développement des biens communs (standards, connaissances, données, logiciels...) qui représentent l’infrastructure immatérielle du développement numérique. La mutation en cours est tellement vaste qu’elle ouvre grand le champ des possibles.

Le vrai sujet, c’est celui de notre capacité d’anticipation et de discernement pour choisir ensemble l’horizon numérique que nous voulons. Des visions divergentes se font jour sur la planète et il est temps d’affirmer une approche qui se démarque des conceptions dominantes structurées par des acteurs américains et chinois. Après tout, l’Europe a inventé la machine universelle avec Alan Turing et

l'architecture du Web avec Tim Berners-Lee. Pourquoi ne prendrions-nous pas la parole quand il s'agit de promouvoir un numérique plus équitable, plus émancipateur, plus attentif aux libertés et plus soucieux des enjeux écologiques ?

L'objection classique est que le numérique est global, qu'il ne sert à rien d'agir localement, même à l'échelle européenne. L'expérience passée des standards de la téléphonie mobile et celle, présente, du RGPD, démontrent que si nous le voulons vraiment, il est possible d'infléchir la trajectoire. D'autant que l'urgence de « reformater » le numérique s'exprime un peu partout : appel à propositions du Nesta pour « repenser l'Internet », Solid, le projet de web décentralisé orienté données personnelles de Tim Berners-Lee, débat sur le futur de l'internet par l'ISOC... Des convergences peuvent s'opérer entre des acteurs très divers : réseaux citoyens, chercheurs sensibles aux enjeux de société, acteurs et financeurs de la recherche et de l'innovation, entreprises soucieuses de long terme et de responsabilité sociétale.

Nous nous engageons donc à contribuer dès maintenant, par nos actions, à l'émergence d'un numérique « choisi » et dont nous pourrions être fiers. Nous appelons à une exploration résolue de nouvelles architectures du réseau internet et des espaces informationnels du web ; de systèmes d'information écologiques et humains par conception ; de services et de modèles économiques qui ne reposent pas uniquement sur la captation de l'attention et des données personnelles...

Pour y arriver, nous aurons besoin d'engager collectivement trois actions : préciser la liste des défis que le numérique de demain devra relever, produire des imaginaires souhaitables pour dessiner un numérique dont chacun pourra tirer le plein potentiel, et décrire ensemble les préconisations et outils qui ouvriront la voie à leur réalisation.

Nous engageons les chercheurs, acteurs publics, dirigeants d'entreprises, innovateurs et concepteurs à souscrire à cet appel et à prendre part à cette transformation pour écrire ensemble la recette du RESET !

Premiers signataires : Nathalie Collin (Directrice Générale Adjointe en charge du Numérique et de la Communication, Le Groupe La Poste), Pascal Démurger (Directeur général du groupe MAIF), Karine Dognin-Sauze (Vice Présidente de la Métropole de Lyon), Daniel Kaplan (fondateur de la Fing), Pierre-Marie Lehucher (Président de Tech in France, Président Directeur Général de Berger-Levrault), Philippe Lemoine (Président de la Fing), Jacques-François Marchandise (délégué général de la Fing), Olivier Mathiot (Président de The Camp), Antoine Petit (Président du CNRS), Olivier Sichel (Fondateur de la Digital New Deal Foundation), Salwa Toko (Présidente du CNNum).

Si vous souhaitez signer également cette tribune, rendez-vous sur [le site dédié Reset](#).